



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 27 décembre 2016 (9^{ème} séance)

Délibération n° COM 2016-12-09/103

OBJET : Création d'un service commun système d'information avec la commune de Port-Louis
L'an deux mille seize, le vingt-sept décembre à 12h30, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie d'Anse-Bertrand sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt (20)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, Mme LORMEL épouse ARPIHIXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, M. SIOUMANDAN Rénalt.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Deux (2)

Mme SERMANSON Sylvia à M. ANZALA Jean
M. MANICOM Grégory à Mme LOUIS CARABIN Gabrielle

CONSEILLERS EXCUSES : Six (6)

Mme ARMOUGON Betty, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BERNARD Jean-Luc, Mme GUILLAUME Stella, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme RAMASSAMY Yvelle.

CONSEILLERS ABSENTS : Huit (8)

M. BARDAIL Jean, Mme CARDOVILLE Roselyne, Mme DELORD Jocelyne, M. DONA-ERIE Alfred, M. HUBERT Jean-Marie, M. MARCEL Edmond, Mme MANETTE Sandra, M. MITTEL Florent.

A été élu secrétaire de séance : M. SIOUMANDAN Rénalt

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment en son article L5211-4-2 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu la délibération n° COM 2015-12-07/92 en date du 28 décembre 2015, approuvant le projet de schéma de mutualisation après avis des organes délibérants des communes membres.



Considérant que parmi les actions de mutualisation retenues dans le schéma de mutualisation de la CANGT, les élus ont validé la création d'un service commun « système d'information » entre la CANGT et la commune de Port-Louis.

Considérant que la création de ce service commun vise à mutualiser à la fois les moyens humains, logistiques et techniques pour améliorer la qualité du service en matière de santé sécurité au travail et harmoniser les pratiques à l'échelle du territoire intercommunal.

Considérant que le service sera placé auprès de la CANGT qui en assurera la gestion et l'organisation dans les conditions fixées dans le projet de convention.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente, après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la création du service commun « système d'information » après avis des comités techniques, entre la CANGT et la commune de Port-Louis, à compter du 1^{er} janvier 2017.

ARTICLE 2 : D'autoriser la Présidente à signer la convention jointe en annexe relatives aux modalités de création, de fonctionnement, de financement de ce service commun ainsi que les modalités de remboursement par la commune de Port-Louis.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général de la Communauté est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Pour la Présidente,
Par Délégation, le 1^{er} Vice-Président
Philipson FRANCFORT



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : grefle.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.